

CIBLE

Mondial

Pour ou contre le ballon rond ? Faut-il célébrer la fête populaire, ou dénoncer les villes en état de siège ? Se laisser prendre au jeu, ou rejeter un spectacle organisé au mieux des intérêts financiers de la Fédération internationale de football ?

Le débat se déroule en termes convenus, et de manière plus ou moins divertissante. Mais à la différence du sport, il n'y aura ni vainqueur ni vaincu, car les arguments avancés par les partisans et les adversaires du Mondial ont la même valeur.

Toute fête, et pas seulement les jeux de ballon, se déroule au risque de la violence qu'elle retient mais qu'elle peut aussi libérer. Toute manifestation populaire est un spectacle qui demande, pour être réussi, à être largement financé. Gratuité et spontanéité sont des illusions aussi dangereuses que les contrôles obsessionnels et la réduction du sport à un ensemble de productions rentables.

Les pouvoirs publics connaissent ou devinent cette ambivalence de la fête et doivent chercher la juste mesure. Souhaitons qu'ils la trouvent pour les jeux du stade, et la redécouvrent dans l'ordinaire des jours.

ENQUÊTE

Cumuls et privilèges

Idées

**Destin du
jansénisme**

p.9

Jospin

**Premier
bilan**

p. 12

A la gauche de la gauche

Un système économique qui récuse la justice sociale et qui se fonde sur une logique d'exclusion engendre nécessairement des mouvements de contestation radicale. Ont-ils assez de force pour renverser la situation ?

Depuis les élections régionales, grâce aux bons résultats obtenus par les listes trotskistes, la gauche contestataire est à la mode. On dit qu'elle agace Lionel Jospin, et qu'elle inquiète le brave Robert Hue - mais pas au point de l'empêcher de paraître au festival de Cannes, en tenue de soirée. On observe surtout que *Le Nouvel observateur*, arbitre des modes politiques, a consacré les protestataires en les regroupant dans un même paquet - la « *Gauche rouge* » - qui s'harmonise parfaitement avec l'anniversaire de Mai 1968.

Comme pour les « *nationaux-républicains* » (1), on a rassemblé des bribes et des morceaux pour faire masse : l'extrême gauche classiquement divisée entre Lutte ouvrière et la Ligue Communiste révolutionnaire, les syndicalistes dissidents du Groupe des Dix (syndicats Sud, syndicat unifié des impôts, etc.), les

mouvements de luttes catégorielles (Droit au Logement, organisations de chômeurs, comités de sans-papiers, antiracistes), divers groupes de pression (Act up...) et des intellectuels avec Pierre Bourdieu en premier plan.

Peut-on voir dans cette radicalité de gauche l'amorce d'un nouveau mouvement révolutionnaire ? Ce mouvement se cherche... depuis mai 1968, mais il n'a jamais réussi à se trouver.

Est-il en mesure de se constituer sous la pression des événements et pour répondre à un désir grandissant d'engagement politique ? Rien n'est moins sûr. Il est facile de se retrouver tous ensemble dans la rue pour dénoncer une situation précise, mais ce ne sont pas les manifestations qui peuvent donner l'unité politique, la cohérence intellectuelle et le projet général qui permettraient de bouleverser la situation économique et sociale du pays. De fait, l'extrême gau-

che politique ne parvient pas à se renouveler : Lutte ouvrière reste une organisation rigide (c'est le moins qu'on puisse dire) qui campe fièrement dans sa marginalité, et la LCR ne s'est pas engagée sur la voie de la mutation que certains de ses membres espéraient.

Du coup des mouvements catégoriels ne trouvent pas de relais politiques : l'échec les détruit, le pourrissement d'une situation de lutte les épuise et le succès les disperse. Quant aux syndicalistes dissidents, ils n'ont manifestement pas suscité un grand enthousiasme, et ils n'empêcheront pas que l'avenir du syndicalisme français continue de se jouer à l'intérieur des grandes confé-

dérations. Les mouvements antiracistes sont en crise (ils n'ont pas déclenché, ni réellement organisé, la lutte des sans-papiers) et ils auraient avantage à s'interroger sur les raisons pour lesquelles toutes les batailles contre le Front national ont été jusqu'à présent perdues...

Enfin, les groupes de pression qui font l'apologie d'une différence sexuelle, ou qui défendent la cause des petits oiseaux, sont par définition extérieurs aux mouvements qui luttent pour la justice sociale et selon un même souci de l'ensemble de la collectivité.

Les mouvements contestataires, qui jouent un rôle positif dans la mesure où ils bousculent (un peu) la gauche plurielle et freinent (si peu) sa dérive libérale, ont la chance de pouvoir se reconnaître en Pierre Bourdieu, qui présente le triple avantage d'être un chercheur éminent, engagé depuis longtemps avec une discrète efficacité, et qui ne se laissera pas prendre au jeu de médias qui viennent de le consacrer comme porte-parole de la radicalité. Mais il manque encore à la gauche contestataire un projet commun et une personnalité politique capable de la fédérer.

Annette DELRANCK

(1) cf. *Royaliste* n° 709.

En adhérant à la N.A.R.

- vous renforcerez l'efficacité de notre action,
- vous contribuerez à l'élaboration de notre projet.

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (125 F) ☐ six mois (200 F) ☐ un an (300 F) ☐ soutien (600 F)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

royaliste
BI-MENSUEL - DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVÉ

SOMMAIRE : p.2 : A la gauche de la gauche - p.3 : Quand la bulle voyage - p.4 : Le contrat d'union civile - p.5 : Inaction internationale - p.6/7 : Les cumulards - p.8 : L'inefficacité libérale - le salaire de la peur - p.9 : Destin du jansénisme - p.10 : Princes d'Europe - Aujourd'hui Jérusalem - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : Premier inventaire.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs,
75001 Paris
Téléphone: 01.42.97.42.57
Télécopie: 01.42.96.05.53
Dir. publication: YVAN AUMONT
Com. parit. 51700-ISSN 0151-5772

Quand la bulle voyage

Que faire quand tout bouge alors que rien ne devrait bouger ? Faire comme si rien ne se passait. Les trains économiques partent et arrivent à l'heure, la bulle financière voyage euphoriquement.

Tout le monde connaît l'histoire du battement d'aile du papillon nippon qui provoque des conséquences plus ou moins catastrophiques à Paris. De fait, le fonctionnement du système ultra-libéral ne peut tolérer la moindre perturbation sans être menacé dans son existence même : ni émeute, ni panique, pas même la déclaration intempestive d'un haut responsable.

En d'autres termes, le capitalisme dérégulé contient la crise comme la nuée porte l'orage : le système recèle son principe d'autodestruction, et la déflation ne peut manquer de se produire.

Quand cette logique restait dans l'ordre des suppositions théoriquement fondées, on nous accusait d'imbécillité : le monde avait changé ! La mondialisation réduisait à néant ce fantasme bas-marxiste !

Voici près d'un an que la crise dite asiatique a éclaté, et les experts, qui n'ont rien vu venir, se contentent de brocarder les pessimistes. La crise est circonscrite ! La croissance américaine et européenne ne sera pas affectée ! La consommation repart ! L'immobilier aussi... Ceux qui

nous dirigent sont-ils aveugles, ou menteurs ? Ils sont simplement pris au piège de la fiction qu'ils ont créée et qu'ils sont obligés d'entretenir car le système est devenu si fragile qu'il ne repose plus que sur quelques paroles de ministres et de banquiers.

Dire la vérité, c'est hâter l'effondrement. Quand tout bouge, il faut donc faire comme si de rien n'était. Dominique Strauss-Kahn a donc raison de tenir des propos lénifiants - s'il se prépare au pire dans le secret de son cabinet. Mais il est curieux d'observer que les grands médias, qui passent leur temps à exciter les pulsions de manière irresponsables, célèbrent sagement les trains économiques qui partent à l'heure et traitent sobrement, le soir à 20 heures ou en première page, des catastrophes en chaînes qui s'abattent sur l'Asie du Sud-Est.

Manipulation de l'opinion ? Pas vraiment. Il s'agit plutôt d'une diffusion ambiguë de l'information : à la une, les effets d'annonce rassurants qui sont lus par les simples passants ; en pages intérieures, les graphiques et les commentaires inquiétants. Est-ce une stratégie délibérée ? Un sim-

ple réflexe ? Un acte de prudence à l'égard des actionnaires de la chaîne ou du journal ? Une tactique commerciale destinée à satisfaire tous les publics ? Nul ne saurait le dire, car l'autocensure, le double jeu et le double langage sont devenus des pratiques courantes dans la grande presse.

Toujours est-il que la crise progresse et se développe. Elle a provoqué, en Indonésie, des centaines de morts et la chute du sinistre Suharto. Elle a été marquée, fin mai, par la chute spectaculaire du yen - à la suite des déclarations prêtées au secrétaire d'État américain au Trésor. L'excellent Robert Rubin tolérerait que la monnaie japonaise s'échange à 150 yen contre un dollar, afin de ralentir l'économie américaine (dont les exportations vers le Japon seraient pénalisées). Mais cette ligne de conduite creuserait le déficit commercial américain et freinerait les exportations européennes vers l'Asie du Sud-Est, ce dont M. Strauss-Kahn s'est vivement inquiété.

Cette inquiétude est justifiée, dans la mesure où la chute du yen s'accompagne de pertes gigantesques (200 milliards de francs) pour les grandes banques japonaises. Désormais dépourvues de réserves, elles ne peuvent plus consentir de crédits et cette contraction brutale (*crédit crunch*), ajoutée aux krachs boursiers et à la chute vertigineuse des monnaies de la zone ne peut

manquer de provoquer plusieurs années de récession grave : les entreprises les plus fragiles font faillite, les clients retirent leur argent des petites banques, les capitaux fuient la région et vont se placer aux États-Unis et en Europe.

D'où une augmentation massive du chômage, qui provoque une vague impressionnante de suicides (on parle de suicides-FMI) et des mouvements sociaux de grande ampleur : après l'Indonésie, c'est la Corée du Sud qui est menacée de convulsions violentes.

Depuis un an, les experts s'ingénient à nous expliquer que la crise asiatique ne touchera ni les États-Unis, ni l'Europe. Cette thèse n'est pas défendable. D'abord parce que la seule chute du yen, si elle continue, aggravera l'énorme déficit commercial américain. Ensuite parce qu'il n'est pas concevable que la crise majeure qui frappe le Japon, deuxième puissance économique mondiale, soit sans conséquences graves sur l'Europe. Preuve en est la déception provoquée par le taux de croissance français en début d'année - les résultats enregistrés étant moins bons que ceux annoncés. Mais les capitaux venus d'Asie font grossir la bulle financière à New-York, Francfort, Londres et Paris - tant et si bien que l'euphorie continue de régner sur les places occidentales. Les spéculateurs vivent dans un paradis artificiel : ils prennent de la drogue pour obtenir encore quelques instants de plaisir, mais surtout parce que l'arrêt serait marqué de trop de souffrances. Ils en reprendront donc, jusqu'à la dose qui les tuera.

Beaucoup d'observateurs se rendent compte de cette folie, et la peur grandit. Comme toujours elle est bonne conseillère puisqu'on recommence à évoquer une limitation de la circulation des capitaux. L'hérésie d'hier sera la nécessité de demain.

Sylvie FERNOY

Il est vital de développer l'audience de *Royaliste*.

Faites découvrir *vos* amis.

Abonnement d'essai de 3 mois = 25 F

Le contrat d'union civile

L'homosexualité peut-elle devenir un modèle social à part entière, qui serait inscrit dans la loi ? L'impossibilité d'un tel projet indique un interdit social structurant plus qu'un rejet des personnes qui se trouvent engagées dans cette orientation sexuelle.

Notre société valorise l'homosexualité comme étant un comportement sexuel qui doit être appréhendé sur un plan d'égalité avec l'hétérosexualité. L'idée est que chacun doit agir uniquement selon ses désirs. Et parce que l'homosexualité est un fait, il s'agit, en dehors de toute réflexion sur les fondements anthropologiques de notre société, de l'inscrire dans la loi au nom du principe de non-discrimination.

Mais quel est au juste ce « socle anthropologique » qui assure l'existence même de notre société ? Il repose essentiellement sur la reconnaissance de la différence des sexes et la relation homme/femme dont dépendent la génération, l'accueil et l'éducation des enfants. Freud a clairement perçu que la structure primaire de l'expression de la pulsion sexuelle est violente tant que l'individu n'a pas accédé au sens de l'altérité et socialisé sa sexualité grâce à la résolution oedipienne, à l'acceptation de la différence des sexes et de la prohibition de l'inceste, à l'accès au sens de la procréation. Ainsi, « le caractère normal de la vie sexuelle est assuré par la conjonction vers l'objet et le but sexuel, de deux courants : celui de l'affectivité et celui de la genitalité. Loin d'être étranger à l'ancien but infantile qui

était le plaisir, le nouveau but lui ressemble en ce que le maximum de plaisir est attaché à l'acte final du processus sexuel : la relation à l'autre » (1). La maturation sexuelle s'achève ainsi par le désir d'accéder à la parenté, même si ce désir n'implique pas un agir immédiat.

Or, la reconnaissance légale de la relation homosexuelle perturbe profondément cet ordre symbolique structurant. La psychanalyse qualifie la sexualité première de l'enfant de « bisexualité psychique originaire ». L'enfant quitte cette sexualité primaire incestueuse lorsqu'il accepte cet interdit et peut ainsi se situer dans l'ordre de la filiation ; il intègre alors son identité sexuelle, se prépare à d'autres choix d'objets que ses parents en socialisant sa vie affective et se trouve confronté à la difficile reconnaissance de la différence des sexes pour accepter la réalité. L'homosexualité apparaît comme un symptôme chez l'individu d'un conflit de tendances par rapport à son identité qui trouve son origine dans ce conflit de base, l'homosexuel ne parvenant pas à établir un lien avec l'autre sexe sans se fondre en lui. En soi, elle demeure donc problématique.

La valorisation de l'homosexualité contribue au mouvement de la société individua-

liste qui a tendance à désinvestir tous les ordres symboliques à partir desquels l'individu se construit et développe son lien social, la différence homme/femme étant ici abolie au seul profit d'une réciprocité intersubjective. Avec le contrat d'union, la loi n'est plus l'expression de la conception que la société se fait d'elle-même mais devient un instrument narcissique. Le droit est nié dans sa fonction organisatrice du lien social qui favorise la relation à partir de réalités objectives et universelles. Il est clair que la société ne doit reconnaître que des citoyens et non pas des préférences sexuelles, et il n'est pas injuste ni discriminatoire de voir des droits particuliers attribués au seul mariage dans la mesure où l'individu s'engage vis-à-vis de la société sur la base essentielle de la différence des sexes et que la société en retour valorise et protège cette institution qui la fait durer dans l'histoire et lui assure sa cohérence (2). A moins de voir la société devenir un ensemble de tribus rassemblées sous la norme du semblable uniquement définies par des orientations psychiques partielles...

Le paradoxe d'une sexualité sans interdit est que la sexualité dépend justement du traitement des interdits fondamentaux qui la structurent quant à son organisation et sa capacité

de désirer. La loi s'égare quand elle se confond avec la structure sexuelle de l'époque qui valorise les pulsions partielles. Elle oriente la société vers la confusion dès lors qu'elle établit des équivalences entre l'identité et les tendances sexuelles. L'absence de référent symbolique unique fait que l'on se tourne alors vers la loi et le juge qui doivent se prononcer sur la sexualité humaine puisque l'individu manifeste son incapacité à l'intégrer et à la vivre dans ses limites. Notons qu'en 1804, le législateur de l'époque n'avait même pas jugé utile de faire apparaître la différence des sexes comme condition du mariage tant elle lui paraissait évidente...

Pourtant, l'origine du projet de contrat d'union est de répondre à des situations d'urgence sociale créées notamment par l'épidémie du SIDA. Ainsi, il arrive que le compagnon d'un malade, rejeté quand la famille reprend ses droits, soit en outre chassé de l'appartement qu'il partageait. La solution ne passe pas par le bouleversement du droit civil qui a pour fonction, selon Pierre Legendre, « d'attribuer à chacun sa place » dans l'univers symbolique familial mais passe par l'appel au droit social qui est « un droit du fait pour lequel la cohabitation seule est créatrice de droits » (3). Il suffirait alors d'étendre aux concubins homosexuels tous les droits sociaux dont disposent déjà les concubins hétérosexuels qui vivent aussi par définition dans une situation de fait. Le législateur saura-t-il répondre à ces nécessités sociales sans se faire l'artisan d'une déconstruction dangereuse de la symbolique familiale ?

Hervé RUMIN

(1) Sigmund Freud - « Trois essais sur la théorie sexuelle » - Gallimard, Folio - prix franco : 45 F.

(2) Tony Anatrella - « La différence interdite » - Flammarion, prix franco : 133 F.

(3) Irène Théry - « Le démarriage - Justice et vie privée » - Odile Jacob - prix franco : 70 F.

Inaction internationale

La prétendue communauté internationale semble sans réaction devant les grands événements. Que font nos chefs d'État, nos ministres des Affaires étrangères ? Il y a des semaines où on se pose la question.

Le grand sommet annuel des pays les plus industrialisés, à Birmingham le mois dernier, devait mettre en chantier une réforme du système financier international consécutif aux crises asiatiques. Il était également confronté aux essais nucléaires indiens et - prévisibles - pakistanais. Rien n'en est sorti.

Le Conseil de Sécurité des Nations Unies, l'OTAN, les sommets ou conseils européens : ces trois organismes ne sont occupés que par la question de leur élargissement. Mais à quoi sert de s'élargir si l'on n'est pas capable d'agir ? L'Inde et le Pakistan n'ont pas cru pouvoir se reposer de leur sécurité entre les mains d'autrui ou de ladite communauté internationale. Pourquoi la Pologne, la Hongrie et la Tchèque bénéficieraient-elles d'une garantie plus sûre et certaine de la part de l'Alliance atlantique et pas d'autres en Europe centrale ou orientale ? L'OTAN annonce de grandes manœuvres en Albanie et en Macédoine, mais on ne peut pas déployer de force de police permanente aux frontières de l'Albanie. Les Pays baltes, la mer Caspienne, où cet élargissement va-t-il s'arrêter ? A l'Indonésie ? demandait ironiquement Kissinger lors d'un récent colloque. L'élargissement de la Communauté européenne doit s'arrêter à Chypre, soutient la France, « pour ne pas donner à l'Europe une frontière militaire ». Personne ne l'a suivie.

Chypre négocie son entrée comme les autres depuis le 31 mars.

Pourquoi y a-t-il cette situation ? Où est le nouvel ordre mondial qu'appelait de ses vœux le prédécesseur de Clinton, Georges Bush ? Il est dans l'économie et c'est le désordre. Le désordre parce que le système capitaliste comme l'avait très bien vu Schumpeter, est, techniquement et sans jugement de valeur, un processus de destruction, créatrice ou pas. Et que la nouvelle présidence américaine a entendu tout subordonner à la mondialisation, c'est-à-dire au système capitaliste étendu à la planète entière. Non que la mondialisation ne soit pas un phénomène objectif, mais il n'est exclusif que parce que le pouvoir politique n'a rien mis en place pour le contrôler, l'encadrer, et qu'au contraire il a choisi délibérément de supprimer tout ce qui pouvait le gêner ou l'entraver.

Le tout économique ne pouvait manquer de susciter son pendant, le tout stratégique. La France s'est défendue ainsi du déséquilibre de la puissance économique allemande. Pourquoi l'Inde ne le ferait pas à l'encontre de la Chine ? Clinton, tout occupé à ses accords de libre-échange transaméricain, transpacifique et transatlantique, n'a rien vu arriver. Il n'a encore moins rien prévenu. Il ne peut même plus réprimer. L'arme des sanctions économiques ne fonctionne plus. Les nouvelles armes de rechange liées à l'interpénétra-

tion des économies, comme en Europe, ne fonctionnent pas encore. Il en va de même d'Israël qui a su remarquablement bien instrumentaliser les nouvelles technologies liées à la globalisation pour littéralement empêcher toute action à l'encontre de sa politique incarnée par le plus américain des Israéliens, Netanyahu.

Clinton va-t-il faire marche arrière et revenir aux recettes éprouvées de la guerre froide, faire prévaloir les considérations stratégiques sur le commerce ? Ce serait un tournant capital dans son mandat et un thème de campagne bienvenu pour le candidat républicain. Sa prochaine visite en Chine peut accélérer le choix. Ou bien il s'en tient au discours dominant de l'ouverture de la Chine aux marchandises et aux capitaux américains, ou bien il cherche à élaborer un dialogue stratégique direct entre la Chine et les États-Unis, à créer avec l'Empire du milieu un second pilier de défense, le premier étant constitué par l'OTAN. S'il choisit la seconde branche de l'alternative, s'il va au bout de la logique que lui prêtaient déjà les Indiens, il inaugure une nouvelle ère dans les relations internationales, il met définitivement fin à la guerre froide et à la période de transition qui l'a suivie. On peut en penser ce que l'on veut. D'autres voies étaient ou sont possibles. Mais au moins il y aurait une cohérence globale d'un projet international. Si à l'inverse, il veut vendre et vendre encore plus du « made in U.S.A. », il ne créera rien de nouveau. Et le commentateur de politique étrangère n'aura plus guère de grain à moudre.

Yves LA MARCK

BRÈVES

♦ **BELGIQUE** - Le 22 mai la princesse Astrid de Belgique, fille du roi Albert II, son époux le prince Lorenz et leurs trois enfants les plus âgés se sont rendus en visite privée à Verdun et sur les sites de combat de la Première guerre mondiale. Le but évident était de faire connaître aux petits-enfants du roi, malgré leur jeune âge, la réalité de cet événement capital et l'horreur de la guerre qu'il doit inspirer.

♦ **SUEDE** - Le 25^e anniversaire du règne du roi Carl XVI Gustaf a été célébré le 6 juin. Des milliers de Suédois s'étaient massés pour acclamer la calèche dans laquelle le roi, la reine Silvia, et deux de leurs enfants, le prince Carl Philip et la princesse Madeleine ont traversé la capitale suédoise avant de rejoindre l'île de Djurgården où se déroulait la suite des cérémonies officielles.

♦ **GRANDE BRETAGNE (1)** - L'équipe anglaise de football aura deux supporters de choix pour le match Angleterre-Colombie le 26 juin. En effet, le prince Charles, accompagné de son fils Harry, viendra assister au match qui se déroulera à Lens. Arrivés par l'Eurostar à Lille, ils rejoindront Lens en voiture et passeront la nuit en France après le match.

♦ **GRANDE BRETAGNE (2)** - Dans le souci de populariser le visage de la monarchie britannique, la reine Elisabeth II organise depuis quelques temps à Buckingham Palace des réceptions « à thème ». Après celle réunissant le monde du sport, puis celui des arts, ce sont 900 jeunes qui s'étaient distingués par des réalisations exceptionnelles ou des qualités particulières qui ont été pour une soirée les hôtes de la famille royale. Ces jeunes « exemples pour l'ensemble de leur génération » étaient accueillis par le prince Philip et par le prince Charles.

♦ **BULGARIE (1)** - La princesse Marie-Louise, sœur du roi Siméon, effectue du 2 au 18 juin un important voyage en Bulgarie à l'invitation du Président de la République Petar Stojanov. Accueillie à l'aéroport par le ministre de la Justice Vassil Gotzev, la princesse est venue saluer les centaines de manifestants qui scandaient « nous voulons le roi Siméon ». Au programme du voyage : des rencontres avec des hommes politiques, la visite d'hôpitaux et d'orphelinats ainsi que celle de plusieurs monastères.

♦ **BULGARIE (2)** - La Cour constitutionnelle bulgare a estimé que la confiscation des biens des anciens rois était contraire aussi bien à la Constitution actuelle qu'à celle qui était en vigueur en 1947. En conséquence de quoi, les biens qui appartenaient en propre à la famille vont lui être restitués. Il s'agit notamment du Palais Urania à Sofia, d'une villa à Borovetz et de différentes autres propriétés. Quant à l'ancien Palais royal de Sofia, qui abrite aujourd'hui la Galerie nationale, il ne faisait pas partie des biens que possédait en titre la famille royale et n'est donc pas concerné par cette restitution.

Les cumulards

Nous avons souvent accueilli dans nos colonnes Pierre Bitoun. Chercheur, historien, sociologue, il a notamment travaillé sur l'histoire de Vichy, réfléchi sur l'écologie, enquêté sur le train de vie de l'État. Il vient de publier une analyse très documentée sur la question des cumuls : non seulement ceux de la classe politique, actuellement débattue au Parlement, mais aussi ceux des vedettes médiatiques. Non seulement le cumul des fonctions, mais aussi l'accumulation des richesses entre les mains d'une petite caste de grands patrons.

■ Royaliste : Qui sont les cumulards ?

Pierre Bitoun : J'ai concentré ma recherche sur les élites de la finance, de la classe politique et des médias, parce que je me suis rapidement aperçu que les cumuls de tous ordres y sont beaucoup plus graves et beaucoup plus nombreux qu'on ne le dit habituellement.

■ Royaliste : Comment avez-vous réuni vos informations sur le monde de la finance ?

Pierre Bitoun : J'ai utilisé le répertoire DAFSA des administrateurs de société, et je me suis aperçu que la presse économique et financière ment par omission lorsqu'elle rend compte des pouvoirs de l'élite financière : elle indique le nom de la principale entreprise que tel personnage dirige, et elle s'arrête aux mandats d'administrateur *stricto sensu*. Mais elle ignore délibérément les autres postes de direction que le PDG occupe dans d'autres entreprises, les mandats de représentants permanents (on représente une personne morale), les postes dans les conseils de surveillance, etc.

En additionnant le tout, on trouve des gens comme Claude Bébear, François Pinault et Vincent Bolloré qui cumulent quarante ou cinquante postes ! Serge Trigano avait, lui, quand il était à la tête du Club Med, atteint le record de quatre-vingt-dix

neuf postes.

Nous sommes face à un problème de grande ampleur : un millier de personnes concentre dans notre pays l'essentiel du pouvoir économique et financier.

■ Royaliste : Peut-on estimer le revenu de ces mille personnes ?

Pierre Bitoun : Les salaires de base sont d'ores et déjà très conséquents. Mais il faut aussi y ajouter les jetons de présence, la rémunération des mandats de représentant permanent, les stocks-options, les *golden parachutes*, et divers autres avantages en nature. Je publie de nombreux chiffres qui sont une insulte quotidienne à tous, et tout particulièrement à ceux qui sont au chômage ou en emploi précaire.

Ainsi, le salaire de base de Lindsay Owen-Jones (L'Oréal) est de 17 MF par an, soit 1 420 000 F mensuels, ou 277 Smics mensuels. André Lévy-Lang (Parisbas) gagne, en salaire de base, 8 millions par an, soit 667 000 F par mois, et 130 Smics mensuels. Jean Peyrelevade (Crédit Lyonnais) se contente lui d'un salaire de base de 1,9 millions par an mais passe à 3,3 millions quand on fait le compte de ses autres gains.

Il faut en effet savoir que chez l'Oréal, par exemple, le jeton de présence est de 501 000 F, soit huit Smics annuels, pour seulement cinq réunions ! Ou que chez Elf, la

privatisation a fait augmenter la valeur du jeton de présence dans des proportions inouïes : de 7 500 à 185 000 F entre 1993 et 1995 soit une augmentation de 2 367 %. Quant au système des stock-options, il permet aux dirigeants de grandes sociétés d'ajouter à leurs revenus des sommes tout aussi vertigineuses bien moins imposées que leur salaire. En fait, ce sont des salaires, mais déguisés, qui empruntent le chemin de la Bourse.

■ Royaliste : Et le cumul des mandats politiques ?

Pierre Bitoun : Nous connaissons bien le cumul vertical : député, président de conseil général, maire. Mais il faut aussi souligner l'importance du quadrillage horizontal opéré par les élus qui accumulent les postes dans les organismes satellites des collectivités locales et dans les organismes intercommunaux : sociétés d'économie mixte, districts, communautés urbaines, etc. Certains maires cumulent ainsi une dizaine de postes. Mais il y a également des élus, tels Édith Cresson et Charles Millon, qui additionnent les cumuls verticaux et horizontaux. Enfin ce système connaît de nombreux raffinements, en réseaux par exemple, grâce aux adjoints.

■ Royaliste : Et l'argent ?

Pierre Bitoun : Le cumul des indemnités liées aux mandats et aux fonctions est théoriquement limité à une fois et

demie l'indemnité parlementaire, soit environ 45 000 F. Mais il y a divers moyens de contourner la loi. Et surtout, ce système offre des tentations permanentes en matière de corruption : sur cent élus qui président des sociétés d'économie mixte, je me suis aperçu que près de 20 % ont eu affaire à la justice ou sont mis en cause par les chambres régionales des comptes.

■ Royaliste : Qu'avez-vous constaté en travaillant sur les médias ?

Pierre Bitoun : Là aussi, les cumuls sont plus nombreux que prévu. On sait que quelques gloires médiatiques enseignent à l'université, dirigent une collection, ont une chronique dans un grand hebdomadaire, sont jurés pour les prix littéraires, participent aux commissions de réformes créées

par l'État. Tout le monde connaît les cas de Bernard-Henry Lévy et Alain Duhamel. Mais il faut aussi citer parmi tant d'autres, Luc Ferry, qui cumule toutes les fonctions que je viens de citer, ou Didier Decoin qui était en 1996 juré dans 22 prix littéraires - à égalité avec Robert Sabatier.

Enfin j'ajoute que ce petit monde de stars de l'écrit et de l'écran vit fort bien et voit, bien entendu, dans tout projet de transformation sociale une dangereuse utopie, jouant ainsi le rôle de chiens de garde justement dénoncé par Serge Halimi.

■ Royaliste : Certains secteurs de la grande presse peuvent-ils aider les citoyens à réagir ?

Pierre Bitoun : La grande presse joue à mon avis trop

souvent un rôle pernicieux. Elle fonctionne sur le mode de ce que j'appelle la « contestation attestatoire » : on dénonce, mais on accompagne le mouvement de confiscation et d'injustice en incitant de façon plus ou moins subtile l'opinion à accepter l'acceptable. Le journal *Capital*, et l'émission qui porte le même nom, illustrent cette stratégie - qui produit malheureusement les résultats escomptés.

■ Royaliste : Dès lors, comment lutter efficacement contre le système que vous dénoncez ?

Pierre Bitoun : Il faut d'abord analyser les conditions générales qui rendent possibles ces cumuls. Dans le domaine économique et financier, la première cause est le laxisme législatif : il est certes interdit de cumuler plus de huit mandats d'administrateurs, mais il y a tellement d'exceptions qu'on peut en cumuler plusieurs dizaines sans être vraiment dans l'illégalité.

Mais c'est surtout la dynamique générale du capitalisme qu'il faut incriminer : les sociétés se multiplient au sein des grands groupes, ce qui augmente le nombre de postes à pourvoir ; le capital des sociétés n'est plus détenu par un actionnaire majoritaire, soit familial, soit étatique, mais par des actionnaires multiples qui fonctionnent selon le principe des participations croisées. Ce qui accroît encore le nombre

de postes et permet également le verrouillage des conseils.

Nous sommes entrés dans l'ère du « capitalisme d'influence » : le contrôle des entreprises se fait par un jeu très compliqué de connexions financières, d'interactions économiques et de relations personnelles ; les différents secteurs du capitalisme, public ou privé, sont de plus en plus enchevêtrés, et les élites politiques et financières circulent de plus en plus vite à l'intérieur de ce système. En même temps, rien ne change vraiment puisque ce développement du capitalisme ne remet pas en cause la concentration des pouvoirs entre les mains d'une petite caste.

■ Royaliste : La mondialisation ne va-t-elle pas réduire les pouvoirs de cette caste ?

Pierre Bitoun : Non. Nous assistons à la formation d'une super-élite mondiale qui, quels que soient les modes de recrutement nationaux, concentre de plus en plus de pouvoirs et devient de plus en plus dangereuse. Dangereuse parce qu'elle est responsable de la remise en cause des droits sociaux, du chômage, de la précarisation, de la baisse des salaires. Dangereuse aussi parce que, comme le montrent Harald Schumann et Hans-Peter Martin dans leur ouvrage sur « *Le piège de la mondialisation* », nous ne sommes qu'au début du processus d'exploitation des peuples. Ces deux auteurs ont eu la chance d'assister aux réunions informelles au cours desquelles les grands de ce monde discutent de l'avenir de la planète. Or le modèle qui a leur faveur, et qui commence à se réaliser, est celui qu'ils appellent « la société des deux dixièmes » et le *tittytainment*.

■ Royaliste : Ce qui signifie ?

Pierre Bitoun : La « société des deux dixièmes » est celle où 20 % de la population est bien payée, le reste se retrouvant dans une situation précaire et s'occupant de réparer les dégâts sociaux et humains provoqués par le modèle. Le *tittytainment*, contraction de *titts* (les seins au sens du lait maternel en anglais ou au sens sexuel du terme en argot américain) et de *entertainment*

(divertissement) signifie, dans leur esprit, que la population doit avoir en suffisance du pain et des jeux. Certains penseront que cela ressemble à de la science fiction. En réalité, il s'agit d'un projet très sérieusement et très cyniquement discuté par une élite devenue autiste, totalement déconnectée de la réalité et des besoins des populations.

■ Royaliste : Face à ce que vous dénoncez, quelles mesures concrètes envisager ?

Pierre Bitoun : Il existe une politique alternative, dont le programme est d'ores et déjà formulé dans ses grandes lignes. Je pense, par exemple, à la taxe Tobin sur le marché des changes. Il est également possible d'introduire des clauses sociales et écologiques dans le commerce international et de limiter le droit aux délocalisations. On peut aussi plafonner le montant des grandes fortunes et organiser le reversement régulier du surplus à l'État. En politique, je suis favorable à plusieurs réformes : pas plus d'un mandat et d'une fonction par élu, une limitation des mandats dans le temps (en interdisant plus de deux mandats successifs) et la fixation d'une limite d'âge à l'éligibilité.

Toutes ces mesures ont été proposées, en France et ailleurs, depuis bien des années. Il va sans dire que la super-élite ne veut pas en entendre parler.

■ Royaliste : Dans ses conditions, comment faire prévaloir ces réformes ?

Pierre Bitoun : Je crois qu'une explosion sociale est inévitable, et qu'elle permettra d'imposer aux cumulards de tous ordres les principes de justice qu'ils refusent d'admettre. Je suis par ailleurs partisan d'une démocratie « participative », qui consisterait à introduire les citoyens dans les systèmes de décision, politiques, mais aussi économiques et médiatiques, au lieu de se contenter de les consulter de temps à autre. Ainsi pourrions-nous peu à peu retrouver le sens de l'intérêt général qui n'inspire plus les élites du système néo-libéral.

Propos recueillis par
B. La Richardais

Pierre Bitoun - Les cumulards - Stock - prix franco : 125 F.



L'inefficacité libérale

Sommes-nous condamnés au libéralisme ? Voilà une question presque incongrue à l'heure du traité d'Amsterdam et du débat sur les 35 heures : tout semble d'ores et déjà joué...

Les réformes structurelles, les privatisations, le temps partiel et la flexibilité, tous les constituants de cette « facture sociale » sont bel et bien les seuls remèdes que l'on nous propose pour sortir de la crise. Pourtant, les arguments justifiant la pratique de politiques libérales peuvent être discutés un à un.

En effet, dans une démonstration qui se veut pédagogique, Liêm procède méthodiquement à la critique de la pensée économique dominante. C'est le grand mérite de ce livre (1) de nous rappeler que l'économie n'est pas une science : le libéralisme n'est pas le seul choix rationnellement possible mais bien une idéologie parmi les autres, ne se fondant que sur des hypothèses que les dirigeants voudraient nous faire prendre pour des faits.

Ainsi, l'auteur étudie les modèles anglo-saxons glorifiés pour leur politique de déréglementation, de « laisser-faire » en matière économique : des sortes de paradis monétaires et fiscaux que nous devrions rejoindre au plus tôt, dit-on, sous peine de s'enliser dans le marasme. Il prouve alors, ô surprise ! que le dynamisme de ces pays en matière d'emploi provient non pas d'une destruction du marché du travail, mais bien de politiques keynesiennes déguisées, passant par une relance de la demande.

Liêm nous met également en garde contre le libéralisme honteux qui se développe en France depuis l'échec de la politique de relance du début

des années quatre-vingts, sous l'égide d'une théorie « moderniste », d'un libéralisme social prôné par la Fondation Saint-Simon et dont le candidat Chirac se servira sous le nom de « troisième voie ».

En effet, si le libéralisme anglo-saxon a été de longue date prémédité et annoncé par les dirigeants, le libéralisme français reste caché, occulté, s'immisçant depuis 1983 pour tenter de démolir « l'exception française ». Les gouvernements restent prisonniers d'une sorte de culpabilité inadmissible qui les pousse à promouvoir des politiques de rigueur (en les rebaptisant « réduction des déficits ») présentées comme des normes incontournables. Ce sont les mêmes mots que nous retrouvons pour la construction européenne, la même théorie d'application obligatoire. Ce livre démontre que le modèle libéral, présenté comme le plus performant, est en fait inefficace quand on le confronte à une expérimentation en grandeur nature car il engendre des inégalités et est socialement excluant.

Cependant, le constat paraît bien pessimiste puisque ces politiques continuent d'être prônées et pratiquées. C'est ici que Liêm insiste sur le nécessaire sursaut que nous devons avoir. L'exception française reste d'actualité, elle ne doit pas mourir. Face au vide des politiques de rigueur qui finira par éclater, nous devons répondre par le soutien massif au projet républicain.

Valérie KOZLOWSKI

(1) Hoang Ngoc Liêm - « La facture sociale » - Arléa - prix franco : 110 F.

Le salaire de la peur

Devoir de vacances : lire et méditer un livre court et percutant, qui va modifier profondément notre perception du travail. La trame de nos luttes futures s'y trouve.

Depuis la parution de *L'Horreur économique* de Viviane Forrester, les essais fleurissent pour dénoncer la folie ultra-libérale et la guerre économique. Et tout à coup, dans ce raz-de-marée éditorial - à l'importance presque suspecte -, il arrive qu'il y ait un livre qui sorte du lot, avec un ton, une thèse et une démarche résolument neufs, qui passionne et agace en même temps, dans l'impossibilité qu'il nous laisse de le classer avant de l'oublier.

Le livre de Christophe Dejours est de ceux-là. Psychiatre spécialisé dans le monde du travail, Dejours analyse celui-ci par l'ocilleton de la souffrance telle qu'elle est ressentie dans les entreprises : il y a certes la souffrance due aux cadences, au stress ou au mépris de la dignité, mais le monde de l'entreprise moderne en a également introduit une autre, bien plus terrible : Dejours constate qu'aiguillonné par la peur de l'exclusion, le salarié contribue au système jusqu'à en devenir à son tour complice, en faisant lui aussi souffrir son entourage dans l'entreprise.

Dejours va loin, très loin. Il explique que le système ultra-libéral et le système nazi ont en commun le même processus psychologique de banalisation du mal chez les collaborateurs.

Bien sûr, la thèse bouscule actuellement tous ceux qui s'intéressent au monde du travail et les réactions qu'il suscite parmi les syndicats montrent clairement les camps, selon le clivage neuf que nous avons déjà souligné dans *Royaliste* : avec d'un côté ceux qui choisissent la paix sociale à tout prix et de l'autre ceux qui optent pour la justice et la dignité des individus.

Ce livre introduit une réflexion très forte dont on mesure mal encore les enjeux mais qu'on devine gigantesques. C'est autour de livres fondamentaux comme celui-ci que vont se reconstituer les luttes sociales et syndicales. Nous devons y revenir.

Paul JYL

Christophe Dejours - « Souffrance en France - La banalisation de l'injustice sociale » - Ed. Seuil, Coll. « L'histoire immédiate » - prix franco : 120 F.

Nouveautés proposées par le service librairie

♦ Yves Lacoste - « Vive la nation - Destin d'une idée géopolitique » - prix franco : 140 F

♦ Georges Berthu - « A chaque peuple sa monnaie - Contre la monnaie unique » - prix franco : 100F

♦ Jean-Pierre Le Goff - « Mai 68, l'héritage impossible » - prix franco : 160 F.

Destin du jansénisme

Lorsque nous évoquons le jansénisme, c'est d'abord à Port-Royal que nous pensons, c'est-à-dire au grand siècle, à Pascal, à Racine, aux religieuses et aux solitaires, au miracle de la Sainte Épine. Un moment saisissant de notre imaginaire spirituel qui habite les âmes fortes et nourrit encore la réflexion. Le beau livre de Kolakowski dont j'ai rendu compte ici l'an dernier en est témoin. Mais l'histoire du jansénisme ne s'arrête pas au XVII^e siècle. Elle se poursuit tout au long du siècle suivant, la querelle ayant été relancée avec vigueur par la bulle *Unigenitus*, promulguée par le pape Clément XI le 8 septembre 1793. Edgar Quinet faisait de cet événement le point de repère, en quelque sorte fatal du siècle, « le premier signal du renversement de l'ancien monde religieux et social ». Ce que Rousseau et Voltaire n'auraient pu faire, avec tous leurs talents, le monde religieux l'avait initié, en produisant une sorte de révolution implosive, dont le grand ébranlement de la décennie révolutionnaire ne serait que la conséquence directe.

Voilà qui choque nos représentations. Le jansénisme aurait eu plus d'impact que « les Lumières » sur le cours de notre histoire ! Certes, il est périlleux, dans l'ordre des idées et celui de leur impact social, de quantifier les influences. Mais si l'on perçoit que l'État monarchique s'est beaucoup plus préoccupé de l'agitation intellectuelle des milieux religieux que de celle des encyclopédistes, on se rend compte qu'il demeure peut-être tout un « impensé » de notre histoire. Certes, ce n'est pas d'aujourd'hui que les historiens se préoccupent de la question mais d'ordinaire, elle demeure à l'arrière-plan et comme bien secondaire. L'ouvrage essentiel que publie Catherine Maire nous oblige à tout reconsidérer, en prenant très au sérieux l'opinion de Quinet. Il s'agit bien d'une affaire religieuse aux conséquences politiques, non parce que la mystique se serait fourvoyée en politique, mais parce que le cadre doctrinal du jansénisme du XVIII^e siècle a produit des effets qui se sont répercutés dans la représentation institutionnelle de la cité, et d'abord dans la résistance des parlementaires au pouvoir royal. Ce n'est pas une question de parti, mais de théologie.

Catherine Maire, après dix années de travail, peut nous offrir une mise en perspective, précise, érudite, et toujours admirablement pensée. Rien ne lui a échappé, et c'est pourquoi elle s'est rendue capable de nous expliquer les véritables enchaînements. Tout d'abord le jansénisme du XVIII^e siècle se développe à partir d'une trame théologique très différente de celle du XVII^e siècle et qui se réclame d'une école qui s'est créée dans la logique de la lutte : « Le figurisme est précisément la philosophie de l'histoire qui va donner le nouveau ton janséniste à toute la mobilisation contre la bulle *Unigenitus*. Il construit une interprétation du passé de l'Église dans laquelle la résistance des religieuses et des solitaires au siècle précédent acquiert une éminente valeur symbolique ». C'est une nouvelle génération qui marque son inscription dans la controverse théologique revue dans une perspective eschatologique. En un sens, Saint-Magloire succède à Port-Royal, car il s'agit bien avec les théologiens du séminaire oratorien de Saint-Magloire

d'une autre problématique. Ce n'est plus tant la querelle sur la grâce qui compte, que la résistance opposée à l'autorité romaine. D'où l'importance de l'ecclésiologie et du mouvement de l'histoire, où la résistance janséniste trouve sa justification.

C'est à partir de Saint-Magloire que va se constituer le parti janséniste, non pas au service d'un ne sait quel complot, mais investi d'une mission et d'une « idéologie ». « La faction janséniste n'ambitionne pas d'investir les postes du pouvoir, ni dans l'Église, ni dans l'État, moins encore de s'enrichir. Elle ne se rattache pas à la clientèle d'un chef politique ou religieux, même si elle est prise dans le jeu des alliances et des rapports de force ». A partir d'une soixantaine de personnes, le parti va exercer une influence extrêmement profonde sur le clergé, les laïcs, l'ensemble de la société. Il s'agit d'un groupe de pression intellectuel qui saura mettre au service de ses convictions « une machine propagandiste » extrêmement performante.

Prodigieuse épopée que celle de ce groupe qui s'étioffe de plus en plus, au fur et à mesure que sa littérature politique envahit tout Paris au travers de ses réseaux surveillés mais toujours reconstitués. De 1640 à 1785, on peut répertorier

par Gérard Leclerc



3 400 ouvrages jansénistes, dont les deux tiers dans les périodes cruciales du XVIII^e siècle. De quoi accaparer la surveillance d'une police dont les archives attestent qu'elle fut occupée cinq fois plus par les jansénistes que par les encyclopédistes. L'abondance s'explique par l'importance des événements, notamment l'affaire fameuse des convulsionnaires de Saint-Médard, dont Catherine Maire nous explique avec précision les tenants et les aboutissants. Les miracles attribués à l'intercession du diacre François de Paris ne pouvaient pas se comprendre pour des motifs de pure hystérie : « Ce sont tous des miracles de guérison. Or, le miracle de guérison constitue la preuve maîtresse dans la tradition apologetique, car il met en scène le corps comme figure médiatrice de l'invisible ».

Derrière la convulsion, il y a toute la doctrine figuriste et l'apologetique de la résistance qui reçoit ainsi sa caution divine. Catherine Maire suit attentivement les démonstrations théologiques, car elles sont au cœur du jansénisme, au-delà de toutes les réductions politiques.

Mais la dimension politique est bel et bien présente, car la résistance s'inscrit au sein de la société et participe forcément aux enjeux de pouvoir. C'est ainsi que par l'intermédiaire de l'avocat Le Paige proche du prince de Conti, redécouvert par l'historienne, le parti obtint l'expulsion des jésuites du royaume. C'est l'autre versant du livre qui entre dans l'intelligence des manœuvres du jansénisme parlementaire lui-même très loin du jansénisme convulsionnaire, mais qui participe du même courant théologique. Il faudrait s'attarder sur l'aspect politique tout à fait original mis à jour par Catherine Maire. A l'intérieur de l'absolutisme, le jansénisme est « un remarquable révélateur des tensions inimaginables qui travaillent l'absolue souveraineté royale parvenue à sa maturité. Il contribue efficacement à creuser la distance entre la Nation et le Roi à laquelle il prétend remédier ». Mais tout cela est distinct d'une explication purement politique, même si le politique est complètement inclus. La meilleure preuve est donnée par Grégoire, chef de file de l'Église constitutionnelle sous la Révolution, se reconnaissant pleinement dans le courant janséniste, mais attendant comme couronnement de sa république chrétienne un règne intermédiaire du Christ, ce qui était dans la logique pure de l'eschatologie de Saint-Magloire.

Catherine Maire - « De la cause de Dieu à la cause de la Nation - Le jansénisme au XVIII^e siècle », Nrf Gallimard, prix franco : 220 F.

Princes d'Europe

Lancée en octobre dernier, une revue consacrée au passé monarchique et à l'actualité princière connaît un succès mérité. Elle est à vrai dire fort bien faite. Parce qu'elle est bien pensée.

Confiance : je suis d'une famille rouge, où l'on regarde plus volontiers les vieilles photos de la guerre d'Espagne, côté républicain, que celles des bals à la cour. D'où mon aversion pour les snobinages, mondanités, attendrissements tiédasses, avec lesquels certains confrères touillent chaque semaine des soupes claires et fades.

La couverture du premier numéro de *Princes d'Europe* et d'ailleurs ne me disait donc rien qui vaille : papier glacé, photo noir et blanc d'une jeune femme de l'ancien temps avec belle robe et diadème - en fait Géraldine, reine des Albanais. Puis, j'ai vu des militants blanchis sous le harnais, sociologues méthodologiquement dubitatifs, rationalistes déclarés, philosophes éclairés, faire des pieds et des mains pour se procurer cette première livraison, désormais épuisée, et se précipiter sur les suivantes.

La rareté stimulant le désir, j'ai donc ouvert ce sacré premier numéro et lu ceci : « On peut aimer la République et les Princes ; les Démocraties couronnées qui ont résisté aux orages de l'histoire unissent idéalement une aspiration universelle de liberté et d'efficacité politique à la poésie des souvenirs collectifs et des traditions qui perdurent. Les Princes gardent un pouvoir de suggestion essentiel en nous

reliant physiquement à notre passé et en incarnant un songe d'harmonie dont ils seraient l'ultime recours ».

Ces lignes sont de Frédéric Mitterrand. Elles expriment très simplement une belle et bonne philosophie politique, qui donne sens à l'entreprise : non pas fabriquer de la révaserie aliénante, de l'imaginaire à quatre sous, mais préserver une part importante de la mémoire collective en faisant en sorte que les albums de famille des rois soient aussi ceux des peuples. C'est ce que Frédéric Mitterrand appelle une « nostalgie active » - une mémoire vivante et fidèle qui se prolonge dans l'actualité. Sous la direction de Cyrille Boulay et Arnaud de Pontac, avec la collaboration de Stéphane Bern, *Princes d'Europe* publie de nombreuses informations sur les dynasties royales et de remarquables portraits sur les jeunes princes : celui du grand-duc Georges de Russie, du prince Emanuele Philiberto de Savoie...

Les informations sont précises, l'iconographie est remarquable, la mise en page tout simplement belle.

Maria DA SILVA

Princes d'Europe et d'ailleurs - Six numéros sont parus (le numéro 1 est épuisé) - prix de chaque numéro : 38 F. Également paru un numéro spécial hors-série « Sissi, centenaire d'un mythe » - prix : 56 F. franco.

Aujourd'hui Jérusalem

La « géopolitique de Jérusalem », que nous présente un tout jeune chercheur, renouvelle quelque peu la trop vieille question de Jérusalem, ville trois fois sainte, habitée par deux peuples.

Quand on regarde la question sans doute la plus brûlante de l'histoire de l'humanité avec les yeux de la géopolitique, « l'an prochain à Jérusalem » n'est plus un rêve ou un objectif mais, pour reprendre les termes de Frédéric Encel, une « représentation », donc une donnée à intégrer dans l'analyse, à apprécier relativement à d'autres pour tracer la résultante.

Certes, la géographie si prégnante en ce lieu ne saurait remplacer l'histoire, mais elle présente ici ce caractère particulier que c'est autour d'un droit du sol, même s'il est qualifié de divin, que les diverses communautés s'y affrontent. L'histoire même se nourrit de géographie comme la géographie d'histoire.

Les « représentations » sont partie constitutive du problème. Elles n'en sont pas bien entendu la solution. L'auteur les prend comme telles sans jamais se prononcer et en rejetant tout déterminisme qu'il soit géographique ou historique. A partir de cette absence de préjugés, la voie est libre pour la recherche de la paix. Le mot n'est pas trop ambitieux pour une discipline qui, comme l'enseigne Yves Lacoste qui préface l'ouvrage, « sert d'abord à faire la guerre ».

Frédéric Encel repousse les leçons de morale trop souvent prodiguées par tous ceux qui veulent traiter du problème de l'extérieur, de Washington à Paris en passant par Rome-Saint-Siège, donnant la parole aux seuls véritables acteurs de leur destin, les

Israéliens et les Palestiniens. Il ne leur demande pas d'abandonner leurs mythes. Il s'efforce de trouver une voie moyenne, le plus petit dénominateur commun.

Y réussit-il ? Le résultat d'une aussi louable tentative pourra paraître quelque peu décevant : prenant acte, car il n'y a ici aucun jugement de valeur, de la souveraineté israélienne sur Jérusalem, il essaye de préserver ce qui peut l'être, c'est-à-dire un corridor palestinien d'accès à Jérusalem-Est. Déjà colonisé par d'importantes implantations urbaines lourdes, la partie orientale de Jérusalem dans ses nouvelles limites devrait contenir bientôt autant de juifs que d'arabes. On peut choisir d'isoler totalement ces derniers des territoires autonomes en Cisjordanie, mais il faut savoir que c'est un choix décisif, donc à la lettre « catastrophique ». On peut donc choisir de laisser un corridor ouvert à l'Est, non pas comme un corridor qui couperait des États en deux, mais un corridor qui relie, comme les Israéliens en 1948 avaient percé par la force leur propre corridor d'accès à Jérusalem. Trop « raisonnable », la solution proposée requerrait pourtant un grand effort de raison de la part des antagonistes.

Bref, une étude qui remet bien des idées en place. Après avoir lu Encel, au moins l'on sait de quoi l'on parle.

Y. L. M.

Frédéric Encel - « Géopolitique de Jérusalem » - Flammarion - prix franco : 105 F.

Eh oui ! Le danger le plus pressant est écarté. Grâce à une mobilisation exceptionnelle de nos lecteurs, l'objectif est non seulement atteint, mais largement dépassé. Quand je dis lecteurs, je pense non seulement aux adhérents et à la vieille garde de nos amis fidèles, mais aussi - il suffit de regarder les listes que nous publions - aux personnalités qui ont tenu à nous apporter leur soutien, montrant par là que *Royaliste* occupe aujourd'hui une place indispensable - et unique - dans la vie politique française. Grâce à eux, grâce à vous, *Royaliste* va pouvoir continuer sans réduire son rythme de parution. A tous, nous disons MERCI.

Mais l'alerte a été chaude ! Il ne faut plus que l'existence du journal dépende régulièrement de ces souscriptions de « sauvetage ». A cela une seule solution : accroître d'une manière sensible le nombre de nos abonnés. Songez qu'il suffirait d'avoir 160 abonnés nouveaux pour fournir à notre trésorerie les 50 000 F qui nous manquaient et qui ont failli nous faire périr... Ces 160 abonnés nouveaux c'est aussi un objectif réalisable ne pensez-vous pas ? En tous cas c'est celui que je vous propose...

Yvan AUMONT

4e Liste de souscripteurs

Maurice Asta Richard 100 F - A.B. (Loire-Atlantique) 150 F - Michel Bugnon-Mordant 500 F - Dr Jean Barraud 100 F - Eric Baudouin 500 F - Loïc de Bentzmann 300 F - G. de B. (Isère) 250 F - J.B. (Saône-et-Loire) 100 F - Noël Cannat 1000 F - Jean-Luc Castro 250 F - Jean Cayotte 100 F - Jean Consolino 200 F - Roger-Pol Cottureau 250 F - Christian Coudair 100 F - André de Crux 100 F - H.D.P. (Loire-Atlantique) 250 F - Michel Delacroix 100 F - Guy Delranc 250 F - Marc Desaubiaux 600 F - Jean-Louis Dhome 100 F - Jean-Paul Dollé 100 F - J.D. (Alpes-Maritimes) 200 F - Pierre-J. Durbise 250 F - Philippe Favre 500 F - Yves Garnier 100 F - Jean-Claude Guillebaud 1000 F - Comte Guy de Ladune Hamoneau 100 F - François Hiss 500 F - René Hostache 250 F - Alain Jouffroy 100 F - Pierre Kerleroux 250 F - Bernard Lanza 50 F - J.- Michel Legros-Gimbert 250 F - N.L. En souvenir d'Yves Lemaignan 500 F - A.L. avocat 1000 F - N.L. (Angers) 72 F - Maurice Massin 50 F - Maurice Massin (2e versement) 100 F - André Mercier 1000 F - Georges Mittel 250 F - Jacques de Monneron 500 F - Hugues Noël 100 F - Philippe Parisy 50 F - Michel Pelletier 500 F - Olivier-Henri Pfister 250 F - Jean-Pierre Pianet 200 F - Frédéric Pierre 100 F - Michèle Pinson 200 F - M.P. (Lyon) 500 F - Charles Raymond 100 F - Aimé Richardt 500 F - Jacques Roué-Daéron 200 F - Jacqueline de Roux 100 F - J.S. (Isère) 100 F - Raphaël Souchier 100 F - L.S. (Val de Marne) 250 F - François Tanne 150 F - Paul Thibaud 350 F - H.T. (Paris) 300 F - Inoa Pierre Urbinati 100 F - Pierre Vallée 70 F - Philippe Villaret (2e versement) 5000 F - Hubert Wiart 150 F - P.Z. (Maine & Loire) 250 F - Jeanne-Marie Zwingelstein 150 F.

Total de cette liste : 22 192 F

Total précédent : 39 075 F

Total général : 61 267 F

FANIONS

A nouveau disponibles les petits fanions de table aux armes de France. En rayonne de format 12 x 14 cm, surmonté d'une lance en plastique, sur un socle en bois verni de 50 mm. hauteur totale 28 cm. Prix franco : 50 F.

COMTE DE PARIS

La photocopie de l'appel du comte de Paris : « Ne renoncez pas à la France », réclamant un référendum sur la construction européenne, paru dans le *Figaro* du 21 avril, est disponible sur simple demande. Merci de joindre deux timbres pour les frais.

ABONNEMENT-ESSAI

Royaliste n'est pas vendu en kiosque et ne doit compter que sur ses lecteurs pour toucher de nouvelles personnes. Pour cela, quel meilleur ambassadeur que le journal lui-même ? Ouvrez donc votre carnet d'adresses et envoyez-nous les noms et coordonnées de ceux de vos amis susceptibles d'être intéressés par *Royaliste*. Nous leur ferons un abonnement d'essai pendant trois mois. Prix de chaque abonnement : 25 F.

Adhérez à la NAR !

♦ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1er, 4e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

♦ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 10 F est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'abonnement annuel (50 F) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

♦ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 30 F).

● Mercredi 17 juin : Que penser du PACS, et du PICS ? Autrement dit, faut-il inscrire dans notre droit un Pacte civil de solidarité, un Pacte d'intérêt commun, ou encore reconnaître le concubinage afin donner un statut aux couples non mariés ? Questions délicates, où se trouvent mêlées la morale religieuse,

l'histoire, l'anthropologie. Aussi avons-nous demandé à Gérard LECLERC d'analyser « Le droit et les symboliques familiales » afin d'éclairer le débat actuel et de nourrir notre commune réflexion sur un sujet que nous avons rarement abordé en tant que tel.

● Mercredi 24 juin : Voici quelques années nous avions accueilli un imam fort peu connu, qui avait impressionné l'assistance, diverse dans ses croyances et incroyances, par l'ampleur de sa réflexion : aujourd'hui grand mufti de Marseille, l'imam Sohcib BENCHEIKH revient parmi nous. Auteur d'un ouvrage dont nous avons rendu compte, fondateur d'un Rassemblement pour l'Islam de France, il évoquera « Marianne et le prophète » pour expliquer comment un islam qu'il souhaite réformé peut trouver sa place et jouer un rôle positif dans notre société laïque.

Numéro spécial vacances

Le prochain numéro de *Royaliste* (n° 711) paraîtra le 6 juillet sur 16 pages et sera notre numéro spécial vacances. Comme tous les ans, nous interrompons ensuite notre parution jusqu'en septembre.

ADHESION

Rappelons que l'adhésion à la N.A.R. est indépendante de l'abonnement au journal et que les cotisations sont mensuelles et fixées en principe à 2 % du revenu, étant bien entendu que ce montant n'est qu'indicatif et que les versements sont laissés à la libre appréciation de chacun. La question financière ne devant pas devenir un obstacle à l'adhésion à la N.A.R.

Quant à nos lecteurs qui ne sont pas encore adhérents, nous les engageons vivement à prendre leur carte. C'est encore la manière la plus efficace de nous aider, de renforcer la N.A.R., de rendre notre action plus efficace et de faire croître notre audience. Sur un simple appel téléphonique (01.42.97.42.57) nous vous enverrons la documentation nécessaire.

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom :
Prénom :
Date de naissance : Profession :
Adresse :
.....

désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :
« Royaliste », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Premier inventaire

Le 1^{er} juin 1997, nous avons rejeté le mélange de démagogie xénophobe, de technocratie, d'incapacité gestionnaire et de saccage industriel qui caractérisait un gouvernement agissant dans le mépris des citoyens et dans l'oubli de la tradition gaullienne.

Sans nourrir d'illusions, nous avons vu revenir une équipe socialiste qui promettait le retour au droit du sol et une juste politique de l'immigration, une nouvelle politique européenne, la hausse des salaires et la réduction du temps de travail hebdomadaire - et qui envisageait même de nouvelles nationalisations (1). Ce programme minimum nous permettait au moins d'espérer des mesures de restauration et de conservation inspirées par la prudence gestionnaire des hauts fonctionnaires de tradition socialiste.

Un an plus tard, le premier inventaire de la politique menée par Lionel Jospin montre que notre attente, si dépourvue d'enthousiasme, si pauvre en espérance, a été déçue.

En matière de nationalité on a préféré les demi-mesures au retour à la tradition nationale. Quant aux assouplissements de la politique de l'immigration, ils sont déjà compromis par les actes arbitraires d'une administration laissée à elle-même, et entachés par la manière dont la question des sans papiers a été traitée sans être résolue : comme le dit Stéphane Hessel, « la crainte de paraître laxiste a prévalu sur le bon sens et l'humanité » (2).

La politique européenne s'est traduite, dès juin 1997, par une capitulation immédiate devant les exigences allemandes à Am-

sterdam : pas de « gouvernement économique », mais un « conseil de l'Euro » informel qui vient d'être transformé en simple groupe de réflexion (« Euro 11 ») à la demande de M. Waigel ; pas d'« Europe sociale » mais de vagues déclarations de bonnes intentions qui sont démenties par la violence de la politique monétaire. Pas d'Europe des citoyens, puisqu'on refuse aux Français la possibilité de se prononcer par référendum sur le traité d'Amsterdam.



Le projet, positif, d'une réduction de la durée hebdomadaire du temps de travail s'est traduit par une loi jugée surréaliste par les ouvriers et employés auxquels on impose le temps partiel, et par les cadres qui travaillent dix heures par jour - parfois plus - et qui doivent sacrifier leur vie familiale, leurs vacances, leurs loisirs pour éviter d'être licenciés. De plus, les membres du gouvernement ont déclaré à d'innombrables reprises que les 35 heures seraient assorties de mesures de flexibilité dans l'organisation du travail et de « modération » salariale qui aggraveront la précarité, la pauvreté et la souffrance sociale.

Les structures industrielles et financières de la nation sont en voie de destruction rapide, sous la pression bruxelloise mais, surtout, par décision gouvernementale. Banques et compagnies d'assurance sont privatisées ou en voie de l'être, l'ouverture du capital (de France Télécom, et maintenant de l'Aérospatiale) conduit à sacrifier le service public et des secteurs industriels décisifs à la logique suicidaire du capitalisme financier.

Pendant des décennies, notre pays supportera les conséquences de notre soumission à la Bundesbank, du surréalisme social et du laisser-faire économique, que seuls les citoyens directement concernés peuvent immédiatement mesurer.

Telle est l'étrange « chance » de Lionel Jospin : sans opposition sur sa droite, sans contre-poids sur sa gauche, il laisse s'accomplir, par faiblesse et pessimisme, un désastre aux effets encore incalculables tout en se flattant des résultats conjoncturels qu'il obtient. Bons sondages ? M. Balladur eut ce plaisir, avant de mordre la poussière. Baisse du chômage ? C'est une illusion statistique qui permet seulement, en comparant l'ancienne courbe (3 486 300 demandeurs d'emploi recensés) et la nouvelle (2 976 700), de mesurer l'augmentation rapide des emplois précaires. Retour de la croissance ? Suspendue au cours du dollar et stimulée par un soutien ponctuel de la demande intérieure, pas encore exposée à la crise asiatique, elle est pourtant moins forte que prévu.

On s'apercevra rapidement de l'extrême fragilité des succès du gouvernement, qui ferait bien de se préparer, avec son habituelle humilité, à un dur retour de bâton.

Bertrand RENOUVIN

(1) Citations et références sont à la disposition de nos lecteurs.

(2) Déclaration au *Monde*, 31 mai-1^{er} juin 1998.